

TEXTE D'ANALYSE
N°19/2024

ALICE NUCCI

PUBLICATION SUR LE SITE
WEB :
AUTOMNE 2024

JUSQU'À CE QUE LA MORT NOUS SÉPARE

AUTRICE :
ALICE NUCCI
CHARGÉE DE PROJET
Université des femmes

Comment lutter contre les violences conjugales ?
Cette analyse aborde cette question cruciale en étudiant de nouveaux outils développés en Belgique, notamment l'approche Divico. Elle met en avant l'importance des réseaux, entre les actrices de première ligne et les services publics, pour réussir à prendre en charge les victimes. Et elle pointe également le besoin urgent d'investissements dans un secteur porté à bout de bras par le monde associatif.

Le 12 novembre 2024 s'est tenu à Liège un colloque portant sur les violences dans le couple¹. Ce colloque a été l'occasion de présenter l'outil Divico : ses origines, son aboutissement et les défis qui restent à affronter. Il s'agit d'un dispositif interdisciplinaire liégeois² né d'une initiative prise par la région Wallonne, la Province et la Ville de Liège en collaboration avec le Pôle de ressources des violences conjugales et intrafamiliales. Le but de ce dispositif est de lutter contre les féminicides, les infanticides, les suicides des auteurs et les enlèvements d'enfants.

Le Divico établit une concertation entre les différents partenaires concernés et organise le rassemblement d'informations qui permettent de prévenir un féminicide. Il comble en cela le manque de dialogue qui peut exister entre les différents secteurs qui jouent un rôle dans la prise en charge des Violences intrafamiliales (VIF). Chaque service possède des informations pouvant éclairer au mieux la situation et donc révéler la présence d'un danger. Le premier but du Divico est d'assurer la sécurité de la victime, de son entourage et de l'(ex)conjoint : élément commun à tous les services et secteurs confrontés aux VIF. En deuxième lieu le dispositif a pour objectif de créer un lieu de rassemblement d'informations pour prévenir le passage à l'acte.

Ce projet illustre l'importance cruciale du travail en réseau dans la lutte contre les violences au sein des couples. D'une part, il facilite une coordination efficace pour assurer une prise en charge adaptée des victimes et de leur entourage, permettant ainsi d'orienter les femmes vers les ressources les plus appropriées³. D'autre part, il permet de surligner l'importance du réseau qui joue un rôle central dans le processus de reconstruction. Un cercle de soutien, qu'il soit amical ou familial, offre aux victimes la stabilité nécessaire pour reprendre progressivement le contrôle de leur vie. Le collectif devient alors non seulement une chance de survie, mais également un puissant outil de résistance face aux violences.

Comment ça fonctionne le Divico

Tout·e professionnel·le peut faire appel au Divico. Lorsqu'une situation critique est signalée, la cellule de concertation est activée, ce qui facilite la communication entre les services et réduit les délais d'attente qui peuvent être fatals pour la victime. De plus, l'équipe de coordination assure un accompagnement adapté. Le contact se fait par téléphone ou par mail en présentant le contexte. La coordinatrice va évaluer le degré de criticité de la situation⁴.

Les acteur·ices/partenaires travaillent en interdisciplinarité via des formations afin de créer un langage et une compréhension communes. Mais pour achever cela, Jean-Louis Simoens, directeur de l'ASBL Pôle ressources, précise qu'il faut d'abord changer de paradigme dans les pratiques des différents secteurs. Autrement dit, mieux comprendre le phénomène pour mieux le combattre : la prévention des féminicides passe par un approfondissement théorique essentiel. Il est crucial de prendre en compte la notion de contrôle coercitif⁵, en s'intéressant aux dynamiques de couple marquée par des dénigrement, des humiliations, des menaces de quitter le/la partenaire dans leur globalité plutôt que de se limiter à la violence physique ou visible. En effet, la violence physique n'est pas l'unique indicateur prédictif d'un féminicide.

Le changement de paradigme permet de mieux cerner le problème et de décortiquer ses mécanismes, pour mieux les identifier et donc améliorer sa prévention. Le travail mené par Alexandra Delbreil, psychiatre et médecin légiste dans une unité médico-judiciaire au sein de laquelle elle reçoit les femmes victimes de violences conjugales à la suite de leur dépôt de plainte, en est un exemple. Elle collabore de près avec la magistrature en lui fournissant des expertises psychiatriques lorsque celle-ci lui en fait la demande. En parallèle à sa pratique au

CHU de Poitiers, elle mène une recherche universitaire (thèse de doctorat en médecine) sur les homicides conjugaux⁶. Pour cette étude, en accord avec la Cour d'appel de Poitiers : Delbreil étudie tous les dossiers jugés aux Assises depuis 1999. C'est un exemple de la richesse de l'interdisciplinarité entre les domaines de la santé (médecine légale et psychiatrie), la justice (notamment le lien avec la magistrature) et l'éducation/université. Son but est d'identifier les facteurs précédents le passage à l'acte et déterminer le profil des auteur·ices et des victimes⁷.

Profile des auteur·ices des violences favorisées par le huis clos

Les auteur·ices⁸ des violences présentent souvent un profil marqué par l'inactivité économique, telle la retraite ou le chômage, les contraignant à rester à domicile. Ce lieu, traditionnellement associé à la réclusion des femmes, devient un espace propice aux réactions extrêmes lorsque les hommes s'y sentent confinés. Les hommes découvrent qu'il est frustrant, d'être confiné et réduit à l'appartenance au foyer familial.

La consommation chronique d'alcool, souvent partagée entre l'auteur·ice et la victime, est également un facteur aggravant. Sur le plan psychologique, les auteurs souffrent fréquemment de pathologies mentales et de tensions psychiques qui peuvent les pousser à passer à l'acte. Ces troubles incluent des symptômes dépressifs, des troubles de la personnalité (narcissique, paranoïaque, dépendant, borderline) et une faible maîtrise des émotions ou de l'estime de soi. La problématique de l'abandon joue souvent un rôle déclencheur, exacerbant le sentiment de perte ou de rejet. Enfin, des menaces suicidaires ou d'homicides⁹ peuvent survenir, il est toujours plus facile de faire du mal à l'autre plutôt qu'à soi-même. L'auteur cherche à mettre fin à sa propre souffrance en éliminant celle qu'il perçoit comme la source de celle-ci.

Un point marquant relevé par la chercheuse est le sentiment d'apaisement ressenti par les auteurs après le passage à l'acte, accompagné d'une prise de conscience. Ce phénomène s'accompagne souvent d'une auto-victimisation de leur part et d'un rejet de la responsabilité sur la victime, qui est alors tenue pour coupable des événements. Cette dynamique est renforcée par une tension psychique alimentée par des sentiments de contrariété et de frustration.

Les données de la chercheuse révèlent que 67% des passages à l'acte se produisent après l'annonce d'une séparation par la victime, illustrant une incapacité des auteurs à se projeter

dans un avenir sans elle. Ces actes sont souvent justifiés comme un moyen de retenir la victime ou de la faire changer d'avis. Une autre situation à risque survient lorsque la compagne exprime le souhait d'avoir une vie en dehors du couple. Par exemple après que les enfants aient grandi, elle ne doit plus s'occuper d'eux et peut donc commencer des activités pour elle-même en dehors de la maison. Ces désirs d'autonomie sont souvent vécus par les auteurs, là encore, comme un abandon, déclenchant une réponse violente.

Concernant les femmes autrices de VC, l'étude montre qu'elles étaient toutes des victimes de violences conjugales. Bien que la chercheuse note l'absence fréquente de préméditation dans leurs gestes, ces femmes agissent souvent dans une volonté de mettre fin à la violence au sein de leur couple et de se libérer de cette situation.

Un modèle inspirant

Le Dicio s'inspire de l'expérience québécoise du Carrefour sécurité en violence conjugale (CSVC) qui veut incarner une démarche intersectorielle, cohérente et concertée pour protéger les victimes et les auteurs des VC. Lors de sa création le CSVC a cherché à identifier quels sont les facteurs qui rendent la concertation possible et qu'est-ce qui en facilite le fonctionnement.

La concertation proposée par ce dispositif ne se limite pas à la simple rencontre avec les partenaires. Le CSVC offre un accompagnement et un soutien tout au long des procédures de prise en charge, et joue également un rôle d'antenne d'information pour les secteurs impliqués.

Le rôle des partenaires

Divers acteur·ices de terrain jouent un rôle clé dans la protection des victimes de VC : les services de police, l'aide à la jeunesse, les magistrats, les associations de terrain, les écoles, le secteur à la santé. La multiplicité de ces acteur·ices facilite l'intervention, réduit le délai de temps, fluidifie la communication, voir permet d'accéder à des informations que certains acteur·ices n'auraient pas autrement et améliore significativement la prise en charge. Cela a d'important qu'elle réduit le sentiment d'impuissance ressenti par les professionnel·les de terrain, elle peut également réduire le stress vicariant¹⁰.

Le soutien des directions et un financement structurel

Pour que le projet puisse être mené au mieux, il est essentiel que les directions associatives ou des établissements d'enseignement s'investissent dans cette dynamique et que ce ne soit pas simplement une initiative personnelle de quelques salarié·es. Ainsi il serait plus facile de pouvoir réclamer un financement structurel stable. Celui-ci permet de garantir la pérennité du projet sur le long terme et facilite son déploiement à une échelle plus large (régionale voir fédérale si on prend le cas de la Belgique). Dans le cas du CSV, ce soutien financier a permis de consolider des modèles de collaboration intersectionnelle et de les implanter à l'échelle régionale.

Il est nécessaire que les directions puissent soutenir des initiatives allant dans le sens d'une sensibilisation et de prévention des membres de leur équipes aux VC pour que mieux les détecter et les prendre en charge ou les accompagner. Ceci vaut pour n'importe quel travail, qu'il soit directement lié ou non au terrain de lutte contre les VC. Mais les directions se doivent de proposer des projets liés à cette lutte afin d'en faire une politique générale à l'ensemble de leurs structures. La lutte contre les VC doit se trouver dans chaque domaine social.

Cela se révèle notamment au sein des missions que porte l'Université des femmes, notamment dans son projet concernant les dimensions genrées dans l'enseignement (dans leur ensemble). Les invitations qui parvenaient à l'association, pour réaliser des présentations, venaient de quelques professeures¹¹ sensibilisée à la question. Il s'agissait d'initiatives individuelles de la part d'enseignantes qui partageaient des difficultés à proposer des projets sur le sujet à cause de leur direction qui n'y apportait de soutien. Or, sans celui-ci, il est impossible d'amener ces thématiques dans le cadre scolaire en dehors d'un simple cours. Cet exemple nous semble particulièrement pertinent, au vu du rôle que l'école – comme lieu de refuge et par l'éducation – peut jouer dans la lutte contre les VC.

Pour une lutte structurelle et plus de justice sociale

Nous revenons toujours à la même réalité : sans soutien financier solide et permanent de la part des pouvoirs publics, la lutte contre les VC reste incomplète. Protéger efficacement les victimes, accompagner les auteurs et prévenir les futures violences exige une approche intersectorielle :

judiciaire, médicale, éducative et associative. Cette approche exige des bases solides de concertation, de communication et de formation. Et tout cela nécessite des moyens financiers et humains plus conséquents que les associations ne peuvent porter seules.

Répetons-le encore une fois : les VC ne sont pas un drame familial, mais un enjeu de santé publique et un fléau sociétal. Nous sommes tous·tes concerné·es. Combien de femmes et d'enfants doivent encore mourir ou subir des séquelles irréversibles pour que nos gouvernements reconnaissent enfin l'urgence de cette lutte ? Pour reprendre une expression issue des milieux militants : « nous sommes fatigué·es de compter nos mortes ».

Chaque féminicide, chaque infanticide est un échec collectif. Et pourtant, le choix budgétaire continue de favoriser un système pénitentiaire couteux et inefficace, ainsi que des politiques de maintien de l'ordre qui alimentent d'avantage les injustices qu'elles ne les combattent. Ce déséquilibre reflète une complicité du gouvernement avec le *mâle sociétal*. Nous continuons collectivement de payer le prix financier et social des conséquences néfastes de la virilité que nous ne pouvons plus ignorer¹².

Protéger, accompagner, prévenir

Les acteur·ices de terrain ont compris depuis belle lurette – et n'arrête pas de le répéter à outrance – que la réponse punitive pure et simple ne suffit pas. Leur combat va bien au-delà de la répression : iels mènent un travail de prévention, mettent en place des mesures de protection, et même d'accompagnement des auteurs pour prévenir des nouvelles violences et pour leur empêcher de commettre des suicides¹³. Iels mènent un travail acharné pour essayer de briser réellement ce cycle de violences.

Lutter contre les VC signifie réellement s'attaquer aux racines profondes de ce mal : la domination genrée et les structures qui lui permettent de perdurer. Cela implique de comprendre comment notre société permet à ces violences de persister, en identifiant les profils des auteurs et en analysant les mécanismes qui les façonnent. La virilité est au cœur de ce problème et nous sommes tous·tes victimes de celle-ci, les hommes y compris.

Transformer la résilience en révolution

La lutte contre les VC est bien plus qu'une bataille contre un fléau, c'est une révolution. Elle est la preuve qu'il est possible de transformer la résilience des victimes et des survivant·es en une force motrice pour bâtir une société plus juste et inclusive. Chaque initiative, chaque collaboration entre professionnel·les est la démonstration de la puissance de la solidarité humaine.

Les acteur·ices de terrain ne travaillent pas seulement par devoir, mais aussi par conviction et plaisir : une volonté profonde à contribuer à un changement de système.

Les pouvoirs publics ne peuvent pas rester de simples spectateurs d'un drame qu'ils pourraient éviter. En se basant sur les recherches présentées plus haut, il faut préconiser :

- Un financement structurel bien plus généraux et pérenne afin de garantir la stabilité des initiatives de lutte contre les VC. Cela pourrait être une forme de reconnaissance vis-à-vis de ces acteur·ices de terrain qui prennent en charge un travail que vous, pouvoirs publics, êtes supposés faire.
- La reconnaissance des VC comme priorité de santé publique et de justice sociale nécessitant des politiques transversales devant se retrouver obligatoirement dans les programmes politiques défendus par tous les partis politiques. La participation des acteur·ices politiques aux manifestations du 25 novembre n'est pas suffisante. La lutte contre les VC se déroule sur toute l'année.
- Une approche systémique qui place les questions de genre et de domination au centre des politiques de prévention.

Il est temps pour le monde politique de réellement se mouiller. Chaque sou investi dans la lutte contre les VC est un investissement dans une société où personne n'est laissée derrière. Nous avons, toutes, la responsabilité de transformer la douleur en action et la résilience en révolution. Il est maintenant l'heure que les pouvoirs publics prennent enfin leur juste part de responsabilité.

Notes

¹ Nous allons utiliser également la terminologie violences conjugales, comme étant synonyme de violences dans le couple afin d'éviter toute redondance dans le texte. Nous ne parlerons pas de violences intrafamiliales puisque le contenu de ce texte provient en partie des interventions du colloque du 12 novembre 2024, qui se concentrait spécifiquement sur les violences entre partenaires. Tous les chiffres et constats avancés dans cet article sont tirés des travaux de ce colloque, sauf mentions contraires.

² D'autres villes belges s'en sont par ailleurs inspirées : en avril 2024 est né Olista son équivalent bruxellois, on peut voir : <https://safe.brussels/fr/olista> ; en septembre 2024 Herstal a également lancé son Divico et Verviers a fait de même. Le but affiché de ses promotrices étant évidemment que le projet continue de se reprendre sur l'ensemble du territoire belge.

³ *Se réparer, se reconstruire, après des violences conjugales, Ce que les femmes en disent*, Vie Féminine, novembre 2022, p.12.

⁴ Ceci se fait sur base de l'outil Evivico lequel permet d'adopter un vocabulaire commun à l'ensemble des acteur·ices/partenaires. Les coordinatrices de Divico utilisent cet outil pour accompagner et pour savoir se positionner au degré de criticité de la situation rencontrée. On peut consulter : <https://www.evivico.be/>.

⁵ Le contrôle coercitif appelé également le détournement cognitif est une forme de violence psychologique : une forme de comportement utilisé pour contrôler de façon coercitive (contraignante) une personne et exercer une emprise sur elle. *Le détournement cognitif (gaslighting) dans les relations intimes : une forme de contrôle coercitif*, Action Ontarienne contre les violences faites aux femmes, p.1.

⁶ Les homicides conjugaux sont ceux commis par un ou une partenaire intime réfèrent aux homicides dont la personne auteure présumée est le conjoint ou la conjointe (mariée ou en union de fait), l'ex-conjoint ou l'ex-conjointe. Or les féminicides recouvrent le meurtre d'une femme au simple motif qu'elle est femme, quelque soit le lien entre la victime et l'auteur. On peut lire à ce sujet : <https://www.inspq.qc.ca/violence-conjugale/comprendre/homicide-conjugal>.

⁷ La chercheuse a déterminé que les autrices sont largement minoritaires : au moment du colloque elle ne possédait que 8 dossiers concernant des femmes autrices de VC. Bien que sa recherche soit en cours, ce chiffre semble significatif. L'utilisation du masculin *et* du féminin pour parler des VC fait débat au sein des milieux féministes. Pour aller plus loin sur ce sujet : R. Herla, « "Violences conjugales" : une expression incontournable ? Quels mots pour parler des violences masculines entre partenaires ? », Collectif contre les violences familiales et l'exclusion, 2021 ou encore I. Zeilinger, « "Oui mais les hommes aussi..." », *La neutralité de genre dans la lutte contre les violences, question d'équité ?* », *Corps écrits*, 2018.

En ce qui concerne le reste du texte, nous avons décidé de faire le choix de parler uniquement au masculin d'auteurs de violences puisque la très grande majorité sont des hommes.

⁸ Nous utiliserons l'écriture inclusive lorsque les caractéristiques sont propres aux deux genres et préciseront le contraire en cas de spécificités.

⁹ D'ailleurs, la chercheuse travaille aussi sur une étude nationale comptabilisant les morts violentes au sein du couple en 2022 à Poitiers. Il y a eu 145 décès enregistrés et 366 tentatives de meurtre. Souvent les tentatives ne sont pas prises en compte dans les études, or elles présentent le même modus operandi.

¹⁰ Il s'agit d'une forme de « trauma par procuration » qui peut être vécu par des travailleur·euses qui sont en contact régulier avec des personnes psychotraumatisées. Le stress vicariant est la conséquence de l'engagement empathique avec les récits des personnes ayant directement vécu les violences racontées. Le stress vicariant et le mal-être au travail sont deux choses distinctes et il est important de cerner ces différences pour une meilleure prise en charge. On peut lire là-dessus : <https://www.femmesprod.com/workshops/stress-vicariant/> et https://cn2r.fr/wp-content/uploads/2024/04/Dossier_scientifique_trauma_vicariant.pdf.

¹¹ Nous utilisons ici le féminin général puisque nous avons reçu des invitations uniquement de la part de femmes.

¹² L. Peytavin, *Le coût de la virilité, Ce que la France économiserait si les hommes se comportaient comme les femmes*, Anne Carrière EDS, 2021.

¹³ Le centre de prévention du suicide en Belgique souligne que les hommes sont plus nombreux à commettre un suicide, mais parmi les facteurs qui poussent les hommes à commettre cet acte les recherches menées ne portent pas sur les cas des VC. Voir : <https://www.preventionsuicide.be/chiffres-suicide>.

Bibliographie

- HERLA, Roger, « "Violences conjugales" : une expression incontournable ? Quels mots pour parler des violences masculines entre partenaires ? », Collectif contre les violences familiales et l'exclusion, 2021, disponible ici : https://www.cvfe.be/publications/analyses/362-violences-conjugales-une-expression-incontournable-quels-mots-pour-parler-des-violences-masculines-entre-partenaires#_ftnref14.
- *Le détournement cognitif (gaslighting) dans les relations intimes : une forme de contrôle coercitif*, Action Ontarienne contre les violences faites aux femmes, 2023, disponible ici : https://voirlaviolence.ca/wp-content/user_files/2023/01/Detournement-cognitif_Web.pdf.
- MONA, M., « Violences conjugales : quelle(s) justice(s) ? », *Permanence critique*, n°7, 2023, disponible ici : <https://www.arc-culture.be/publications/violences-conjugales-quelles-justices/>.
- PEYTAVIN, Lucile, *Le coût de la virilité, Ce que la France économiserait si les hommes se comportaient comme les femmes*, Anne Carrière EDS, 2021.
- *Se réparer, se reconstruire, après des violences conjugales, Ce que les femmes en disent*, Vie Féminine, novembre 2022.
- ZEILINGER, Irène, « "Oui mais les hommes aussi..." », La neutralité de genre dans la lutte contre les violences, question d'équité ? », Corps écrits, 2018, disponible ici : <https://entreleslignesentrelesmots.wordpress.com/wp-content/uploads/2019/12/oui-les-hommes-aussi-etude-corps-ecrits-compresse.pdf>.